

2. LA CRISE DE L'ÉVALUATION CONTINUE - BIS

La guerre des évaluations fait rage. Le Département veut absolument repousser à 2004 le vote populaire sur l'initiative « Des notes pour une école transparente » qui doit avoir lieu au début 2003. Il est évident que les citoyens voteront pour le retour des notes chiffrées et cela fait peur aux pédagogistes du Département qui rêvent de faire annuler ce vote et faire taire le peuple. Pour la cheffe du Département, la réforme EVM et l'introduction des notes sont « *deux visions antagonistes du monde* », le retour des notes serait « *une remise en cause des fondements d'EVM* » donc il faut du temps pour discuter de ses deux visions (24 heures, 18.12.2002). En 1996, lors du vote populaire au sujet d'EVM, la suppression future des notes avait été soigneusement cachée au peuple. Il fallait faire voter les gens sans qu'ils sachent que l'école du *savoir* mesuré par des notes se transformerait en camp de *savoir-être* mesuré par des « appréciations », que la rééducation, nouvelle mission de l'école allergique par sa nature sordide à la transparence, ne pouvait être évaluée par des chiffres et des moyennes. Il est vrai que c'est pour la première fois qu'un responsable scolaire admet publiquement la gravité de la situation en parlant de *deux visions du monde antagonistes*. Mais combien de personnes ont compris de quoi elle parlait ? Combien ont compris que dans une vision on évalue le travail alors que dans l'autre on évalue la personnalité de l'élève ? En janvier 2003, le Département réussit à convaincre le Conseil d'Etat et le vote sur les notes est repoussé à l'automne 2004. Le Département veut gagner du temps pour préparer un contre-projet à l'initiative. La démocratie attendra. Je crains qu'ils réussissent même à faire purement et simplement retirer leur initiative au parti libéral.

En Octobre 2003, la cheffe du Département lance une journée de « débat » sur les évaluations. Environ 450 personnes du monde de la formation sont réunies à Montreux pour exposer leur point de vue. On apprend que lors de cette réunion « *la conseillère d'Etat n'a pas caché que son objectif était de parvenir à construire un contre projet suffisamment rassembleur pour permettre aux libéraux de retirer leur initiative* » ! (24 Heures, 6.10.2003) C'est clair. L'objectif n'est pas d'élucider ce qui se cache derrière les deux visions de l'école mais d'arriver à empêcher le peuple de s'exprimer. J'ai suivi la retransmission de ce débat à la télé (TVRL, 12.10.2003). Quelle angoisse de voir que les orateurs ne parlent que de notes chiffrées ou des appréciations ! Comme si l'évaluation était LE problème d'EVM ! Je bouillonne. J'écris le texte suivant à 24 Heures qui le publie le 13.11.2003 :

« Je me demande pourquoi, le DFJ a organisé un débat intitulé « Quelle évaluation pour quelle école? ». Envisage-t-il une seule seconde de mettre en cause *l'éducation globale* et de revenir vers la transmission des connaissances même si ce n'est pas rentable? De laisser tomber *l'évaluation formative* sachant qu'elle est la colonne vertébrale de *l'éducation holistique* et de *l'approche par compétences*? De tuer dans l'œuf les *compétences transversales* imposées par le monde économique? D'expliquer pourquoi notre Département de ***L'Instruction*** Publique est devenu Département de la ***Formation*** perdant, par la même, le mot *publique*? De proposer une votation populaire sur *les finalités de l'école publique* pour clouer le bec à ceux qui ont le culot de les *déclarer* sans se référer aux citoyens? Ou est-ce plutôt pour amadouer les initiants dans l'espoir de faire annuler la votation sur le *retour des notes* à l'école? Qu'il est pratique d'ouvrir le débat ***après*** la mise en place d'une réforme! Cela donne l'impression *d'impliquer* alors que tout est déjà décidé et en application. Est-ce que le DFJ ne sait pas que le bradage des savoirs, l'approche par *compétences* (qui sont à acquérir, pour la CIIP, en tant *qu'objectif essentiel de l'enseignement!*), *l'évaluation formative*, l'apprentissage par *thèmes* à interioriser et *l'éducation globale* sont strictement indissociables?

Le but ultime de *l'éducation globale* est de ***créer un certain type d'homme par le formatage total de l'être*** (savoir-être) en congelant ses cellules grises pour *développer sa personnalité* en conformité totale avec les *compétences* physiques, psychiques, sociales, mentales et spirituelles du *modèle* rêvé par ses marionnettistes. Son arme préférée est *l'évaluation formative* qui saucissonne la personnalité en comportements, attitudes et valeurs et évalue le degré de conformité à ce modèle. Mis à part le fait qu'elle est éthiquement nauséabonde, l'éducation globale est illégale, la loi ne permettant l'école que de *secondar* les parents en matière d'éducation.

(...)

La guerre qui déchire l'école publique ne se situe pas entre les élitistes et les égalitaristes mais plutôt entre ceux qui souhaitent une école qui *instruit* pour libérer l'être et celle qui *formate* pour le rendre conforme aux souhaits de divers groupes de pression. Cette réforme, qu'elle soit utilisée pour servir l'économie néo-libérale ou pour rêver à sauver l'humanité, n'a pas pour but de sortir de sa misère l'élève socialement défavorisé. Elle veut simplement créer des clones idiots et adaptables aux changements économiques et sociaux décidés par les *maîtres du monde*.

A quand un débat qui met en lumière la relation entre l'éducation globale et l'école-entreprise? »

J'aimerais le crier sur les toits : A éducation totale, évaluation totale, soumission totale. Telle est la devise de la nouvelle école ! La perversité de l'éducation totale et de son complément naturel qu'est l'évaluation totale est effrayante. Ce totalitarisme sans limites permet à l'école de choisir des *compétences transversales* à développer chez les enfants selon le « *type d'être humains* » qu'elle veut créer, allant même jusqu'à décider de ses futures « *pratiques familiales, sexuelles, politiques, syndicales, artistiques, sportives, associatives, etc.* » (Perrenoud, 1997)! Suite à ce choix, on évalue la conformité des compétences de chaque élève aux caractéristiques « obligatoires » ! Et cela ne semble gêner personne ! Pire encore, le cynisme est poussé à l'extrême lorsqu'on essaye de nous présenter cette nouvelle école comme étant « respectueuse des différences individuelles » et visant « l'épanouissement » de l'élève ! Quant à la sélection (l'orientation) des élèves selon leurs traits de caractère, il n'est pas exagéré de dire qu'elle relève, dans ces conditions, de l'eugénisme. Seuls ceux qui sont conformes au « modèle » peuvent aller vers les sections dites honorables...

Marc Le Bris¹, instituteur et directeur d'école en France, décrit l'évaluation nouvelle et pousse un cri d'alarme: « *Au lieu de 'sait lire', 'écrit sans fautes' ou 'réussit mal les problèmes à plusieurs opérations' du collègue proche de la retraite, arrivent des appréciations nouvelle mode : 'participe aux activités du groupe', 'est moteur dans les activités', 'leader et organisateur, c'est un bon élément', 'est très négatif, refuse tout travail en groupe', 'ne parle pas', 'ne participe pas'. Pour cette classe, on ne saura pas s'ils savent lire... mais s'ils participent !!! On n'évalue plus les travaux des enfants, mais les enfants eux-mêmes. Chers parents, l'Education nationale n'instruit plus, elle ne protège plus vos enfants, mais elle discute de leur bonheur, de leurs deuils, de leur tristesse, de leur ennui, de votre divorce, de leur bonne volonté, de leur esprit de groupe, de leur joie : de leur âme ! Elle n'en a pas le droit.* »

Début mars 2004 l'avant-projet du contre-projet du Département à l'initiative populaire pour les notes est prêt. Plusieurs points du projet posent problème. Tout d'abord, il veut inscrire le fameux Plan d'Etudes Vaudois qui est défini en termes de « compétences » floues dans la loi. Ce fameux plan qui parle d'éducation globale, de savoir être et de compétences sociales sera inscrit dans le marbre ! Par la même occasion, *la santé* étant indissociable de la mission « éducative » de l'école, seront légalisés tous les projets futurs de « santé » et de « prévention ». Etant entendu que selon la définition de l'OMS, *la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité*. Ensuite, le projet souhaite maintenir les « informations qualitatives » et les « appréciations verbales » des travaux des élèves! De plus, il veut abandonner les bilans périodiques (carnets scolaires) au profit d'une « *communication continue* »! Quels sont les critères de promotion, de certification et de l'orientation ? Rien dans le projet ne les indique.

Selon *24 heures* (5.3.2004), dans ce contre-projet, *les bilans intermédiaires sont supprimés au profit de rencontres régulières entre parents et enseignants*. Ces échanges réguliers, dont *la périodicité n'est pas définie*, seront *copieusement commentés sur une 'feuille de route'*. La 'feuille de route' n'est pas non plus définie... Bref, comme d'habitude, c'est le flou absolu. Décidément, EVM ne supporte pas la transparence. On veut préciser dans la loi que « *À la fin de l'année, les notes font l'objet d'une moyenne par discipline* » ! Pas de bulletins trimestriels, seulement une moyenne chiffrée par discipline à la fin de l'année et des *entretiens* durant l'année !

¹ *Et vos enfants ne sauront pas lire... ni compter*, op.cit., p.306

Ailleurs dans le texte, il est dit que *les résultats du travail au quotidien (exercices d'entraînement) intéressent en priorité l'élève et l'enseignante. (...) Ces commentaires oraux ou écrits fournissent des indications utiles à la régulation des apprentissages. Ils n'ont dès lors pas besoin d'être formalisés et ne sauraient être uniformisés.* Cela voudrait-il dire que « les petits travaux écrits » et « les grands travaux écrits » d'EVM continuent à exister et que tous influent la moyenne de la discipline ? Si oui, pourquoi ne pas noter tous les travaux écrits ? Cela n'empêche pas l'enseignant d'y ajouter tous les commentaires et appréciations qu'il souhaite ! Le flou semble être la soupe de sécurité d'EVM.

En juin, le contre-projet du Département étant amendé pour y inclure des notes chiffrées avec demi-points dès la 5^e, la catastrophe arrive : le compromis politique triomphe, le parti libéral retire son initiative, le peuple ne votera pas. Combien de notes obligatoires par branche et par trimestre ? Quel sera le poids des fameux « petits travaux » et « grands travaux » ? Combien de fois par an les parents seront informés de la situation de leurs enfants et sous quelle forme ? Quels sont les critères précis d'orientation et de promotion ? Quelles sont les décisions qui seront influencées par *l'évaluation du comportement* de l'élève ? Vers quelle section sera orienté un élève qui a des résultats satisfaisants dans les disciplines scolaires mais qui n'aime pas travailler en groupe, qui ne sait pas apprendre à apprendre tout seul et qui a une attitude négative face aux nouvelles matières « éducatives » ? C'est le Département qui en décidera. Puisque le Plan d'Etudes Vaudois qui prône « la formation de l'élève dans son ensemble » et la construction de « *ses valeurs éthiques et spirituelles* » sera inscrit dans la loi comme étant « la » référence, plus aucune objection à sa définition du *savoir-être* ne sera possible. C'est les pédagogistes qui répondront, à la place du citoyen, à la question du Plan d'Etudes Vaudois : « *Quel type d'homme voulons-nous former ?* ». Ils auront carte blanche pour le faire.